



# Terrain minier. Une expansion à risque des intérêts chinois en Guinée

## Recherches & Documents

N°09/2022

**Simon Menet**

Chargé de recherche, Fondation pour la recherche stratégique

Août 2022

## SOMMAIRE

<b>RÉSUMÉ.....</b>	<b>1</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>2</b>
<b>1. LES INSTRUMENTS DE L'EXPANSION CHINOISE EN GUINÉE .....</b>	<b>3</b>
1.1    ENTRETENIR DES LIENS POLITIQUES ÉTROITS .....	3
1.2    ACCROÎTRE LA DÉPENDANCE A TRAVERS L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT.....	5
<b>2. BAUXITE ET MINÉRAI DE FER : NERFS DE LA GUERRE D'INFLUENCE CHINOISE EN GUINÉE .....</b>	<b>8</b>
2.1.    LA MAINMISE PROGRESSIVE DE LA CHINE SUR LA BAUXITE GUINÉENNE .....	8
2.2.    SMB-WINNING, VÉHICULE DES AMBITIONS MINIERES CHINOISES .....	12
<b>3. LES MÉCANISMES DE PROTECTION DES INTÉRÊTS CHINOIS EN GUINÉE.....</b>	<b>17</b>
3.1.    UN RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION SÉCURITAIRE BILATÉRALE .....	18
3.2.    UN RECOURS CROISSANT AUX ENTREPRISES DE SÉCURITE PRIVÉE CHINOISES.....	20
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>23</b>

## Résumé

---

Pour Pékin, la République de Guinée est devenue particulièrement stratégique. Les importantes ressources en bauxite et minerai de fer du pays présentent des atouts évidents pour le développement industriel et militaire de la Chine et pour la sécurité de sa chaîne d'approvisionnement. Elles jouent également un rôle clé dans l'intensification de la pression chinoise sur l'Australie – premier fournisseur de minerai de fer de la Chine – dans un contexte de confrontation entre Pékin et Canberra. Cette richesse en ressources naturelles se conjugue à une localisation géographique idéale et à un accès direct à l'océan Atlantique, un enjeu majeur alors que le régime chinois cherche à accroître son influence politique sur le pays.

Cet intérêt de Pékin pour la Guinée s'est notamment manifesté lors du coup d'État de septembre 2021. La diplomatie chinoise s'était alors opposée au *putsch*, faisant fi de sa posture traditionnelle de non-ingérence. Cet épisode, comme la politique de la junte vis-à-vis des entreprises minières étrangères depuis, est en même temps un indicateur de la vulnérabilité croissante de la présence chinoise dans le pays. Si la Chine a bien développé des mécanismes visant à protéger ses investissements et ressortissants à travers la coopération policière et le recours aux entreprises de sécurité privée chinoises, elle demeure très exposée aux risques politiques, sécuritaires ou économiques du pays.

Cette expansion à risque des intérêts chinois en Guinée a plusieurs conséquences :

- Les efforts de Pékin à tous les niveaux – politique, idéologique, économique et sécuritaire – risquent de confirmer la place de la Chine comme partenaire privilégié de Conakry, au détriment d'acteurs influents comme la France ou les États-Unis.
- La multiplication d'entreprises minières chinoises en Guinée, conjuguée à une mainmise progressive dans le secteur des infrastructures et au développement des mécanismes de protection des intérêts chinois, est susceptible de déformer le marché des affaires au profit d'acteurs chinois.
- Les initiatives en matière de coopération policière et l'implantation d'entreprises de sécurité privée chinoises dans le pays sont amenées à croître compte tenu des projets miniers en cours ou à venir, présentant des risques pour la Guinée en matière de souveraineté et de sécurité et pour la coopération de défense entre Paris et Conakry.

# Terrain minier. Une expansion à risque des intérêts chinois en Guinée

---

## Introduction

Au début des années 1960, la République de Guinée est le premier pays d'Afrique subsaharienne à nouer des relations diplomatiques avec la Chine maoïste. Des échanges de haut niveau ont rapidement suivi, accompagnés d'un flot quasiment discontinu d'aide financière et de projets d'infrastructure menés par des acteurs chinois.

Si la relation bilatérale a ensuite longtemps stagné, la Chine priorisant d'autres pays tels que la Zambie ou l'Angola, elle a connu un nouvel élan lorsque Pékin décide, à la fin des années 2000, de tirer profit des importantes ressources minières de la Guinée. Ce regain d'intérêt s'est mué, sous l'administration Condé (2010-2021), en une véritable expansion de la présence chinoise. Un consortium créé en 2014 sous la houlette d'un géant chinois de l'aluminium, SMB-Winning (赢联盟), a investi le marché de la bauxite et prévoit de faire main basse, aux côtés de Chinalco (中铝集团), sur les abondantes mines de fer. En 2017, Conakry a conclu avec Pékin un accord dit « ressources contre prêts » de 20 milliards USD, près de deux fois le PIB du pays. Un an plus tard, le pays a intégré l'initiative phare des « nouvelles routes de la soie » (一带一路). En conséquence, les importations chinoises depuis la Guinée ont été multipliées par 100 entre 2014 et 2020, pour atteindre 2 476 millions USD – un chiffre similaire aux importations chinoises depuis le Nigéria. De même, le nombre de travailleurs chinois dans le pays, près de 6 000 en 2020, a décuplé ces dix dernières années et dépasse désormais celui de pays tels que le Kenya, la Tanzanie ou la Zambie<sup>1</sup>.

Sous Condé, la Guinée s'est révélée particulièrement stratégique pour le régime chinois. Au-delà des bénéfices économiques pour la chaîne de production de l'aluminium ou de l'acier, elle lui offre la possibilité de sécuriser sa chaîne d'approvisionnement tout en diminuant sa dépendance à l'Australie. Elle permet également à Pékin d'accroître son influence sur le continent africain dans un contexte de rivalité croissante avec Washington.

À mesure qu'elle a gagné du terrain en Guinée, la Chine s'est en même temps exposée davantage aux risques politiques et sécuritaires. En 2008, le coup d'État qui a suivi la mort du président Lansana Conté a obligé Pékin à abandonner – pendant un temps – son projet d'accord de ressources contre prêts. Plus récemment, le coup d'État de septembre 2021 a fait craindre à Pékin un scénario au moins similaire, voire pire, compte tenu de l'expansion des intérêts chinois dans le pays. Sur place, l'Ambassade de Chine en Guinée a appelé ses ressortissants à se mettre en sécurité tandis qu'une entreprise de sécurité privée chinoise a dû escorter et protéger des employés d'une entreprise d'État. Depuis Pékin, le ministère des

---

<sup>1</sup> Chiffres agrégés par la Johns Hopkins University SAIS China-Africa Research Initiative et mis à jour le 10 janvier 2022.

Affaires étrangères a condamné le *putsch* militaire et appelé à la libération du président Alpha Condé<sup>2</sup>. Cette déclaration, en rupture avec le principe traditionnel de non-ingérence de la diplomatie chinoise, a tranché avec d'autres réactions dans des circonstances similaires. Pékin s'était en effet bien gardé de toute critique sur le coup d'État au Soudan en avril 2019 ou la détention du président du Zimbabwe en novembre 2017.

Depuis le coup d'État, la posture initiale de rejet des autorités chinoises a cédé la place à une intense séquence diplomatique. Par l'intermédiaire de son ambassadeur, la Chine a multiplié les contacts avec le gouvernement de transition, dirigé par le colonel putschiste Mamady Doumbouya, et tenté de s'attirer ses faveurs, à travers, notamment, un don de 8 millions USD annoncé fin novembre pour « accompagner le processus de transition ». Plus qu'un symbole de la nervosité de Pékin, cette volte-face met en lumière la vulnérabilité de la Chine et sa dépendance à des régions instables – bien loin de l'image de contrôle que le Parti communiste chinois s'efforce de projeter.

Cette note vise à donner un aperçu des intérêts chinois en Guinée et des mécanismes mis en place par Pékin pour sécuriser sa présence dans l'ancienne colonie française, aussi bien sous la forme d'une coopération sécuritaire renforcée avec Conakry que par l'utilisation d'entreprises de sécurité privée chinoises. En utilisant majoritairement des sources ouvertes en chinois, ce travail cherche à contribuer à la réflexion sur la politique étrangère de la Chine en Afrique et informer sur les forces et faiblesses de la puissance chinoise dans un pays peu étudié, malgré son rôle désormais stratégique dans la compétition entre la Chine et les États-Unis et ses alliés.

## 1. Les instruments de l'expansion chinoise en Guinée

Avant de pénétrer le secteur minier guinéen, la Chine a progressivement avancé ses pions dans le pays en nouant des liens étroits avec les élites politiques et en multipliant les financements et projets d'infrastructures.

### 1.1. *Entretenir des liens politiques étroits*

Lorsque la Guinée a proclamé son indépendance vis-à-vis de Paris en 1958, Mao Zedong (毛泽东) et son Premier ministre Zhou Enlai (周恩来) ont soutenu la nouvelle république, au nom de « l'indépendance nationale africaine »<sup>3</sup>. En 1959, Conakry a rendu la pareille en étant le premier pays d'Afrique sub-saharienne à nouer des relations diplomatiques avec la

---

<sup>2</sup> « Foreign Ministry Spokesperson Wang Wenbin hosted a regular press conference on September 6, 2021 » [2021 年 9 月 6 日外交部发言人汪文斌主持例行记者会], PRC Ministry of Foreign Affairs, 6 septembre 2021.

<sup>3</sup> « Visite à Pékin de Sékou Touré, président de la République de Guinée », Ina.fr, 1960.

Chine maoïste sur fond de « lutte anti-impérialiste et anticoloniale »<sup>4</sup>. Ce « moment fraternel » s'est poursuivi un an plus tard avec la visite à Pékin du président Sékou Touré, premier chef d'État africain à se rendre en République populaire de Chine (RPC)<sup>5</sup>, puis avec le déplacement de Zhou Enlai en Guinée en janvier 1964. Zhou effectue alors un premier voyage, de deux mois, en Afrique, qui va poser les bases de la politique africaine de la Chine, centrée notamment sur le principe de non-ingérence<sup>6</sup>.

De ces premiers liens a découlé un alignement politique de Conakry sur Pékin. Dans les années 1960, la Guinée a soutenu la Chine aux Nations unies pour qu'elle retrouve « ses droits légitimes »<sup>7</sup>. Elle a également défendu la « politique d'une seule Chine »<sup>8</sup>, une question particulièrement sensible dans un contexte régional longtemps marqué par les revirements du Sénégal ou de la Gambie entre Chine et Taïwan. Ces dernières années, c'est la politique répressive de Pékin au Xinjiang qui a reçu le soutien de Conakry, le régime chinois se servant de la Guinée pour renforcer sa légitimité dans les instances onusiennes. Comme ailleurs en Afrique, il s'agit également de promouvoir la vision et le modèle de gouvernance du Parti communiste chinois. À ce titre, Alpha Condé aurait affirmé, lors d'un entretien en 2015 avec le *China Daily*, organe de propagande du Parti, que « *Chine et Afrique forment une communauté de destin partagé* » (命运共同体) et que « *le principe de base de la coopération Chine-Afrique est une situation de bénéfice mutuel et de gagnant-gagnant* » (互利共赢)<sup>9</sup>, deux expressions récurrentes dans le discours officiel chinois. Il aurait en outre déclaré, selon l'ambassadeur de Chine en Guinée, que la Chine est le « *partenaire le plus fiable et digne de confiance* »<sup>10</sup>.

Ce soutien continu de Conakry est allé de pair avec un renforcement des liens politiques entre les deux pays. Après plusieurs années de stagnation, la relation bilatérale a retrouvé la dynamique des années Touré-Mao à la fin des années 2000 – date à laquelle la Chine commence de s'intéresser aux ressources guinéennes. Ce nouvel élan s'est ensuite amplifié après l'arrivée au pouvoir d'Alpha Condé.

Durant plus de dix ans, l'ancien chef d'État a fait preuve d'un activisme constant pour attirer des investissements chinois dans son pays. Peu après son investiture, il a par exemple œuvré à la création d'un comité pour la coopération avec la Chine en partenariat avec la China

---

<sup>4</sup> « My Ambassador to Guinea held a reception to celebrate the 11<sup>th</sup> anniversary of the signing of the China-Guinea Friendship Treaty » [庆祝中几友好条约签订十一周年 我驻几内亚大使举行招待会], *Renmin Ribao*, 16 septembre 1971.

<sup>5</sup> Wei Huang, « Moving forward hand-in-hand on the road of common development » [在共同发展的道路上携手前行], *Renmin Ribao*, 9 octobre 2019.

<sup>6</sup> « Premier Zhou Enlai's Three Tours of Asian and African countries », PRC Ministry of Foreign Affairs.

<sup>7</sup> « My Ambassador to Guinea held a reception to celebrate the 11<sup>th</sup> anniversary of the signing of the China-Guinea Friendship Treaty », *op. cit.*

<sup>8</sup> « Zhang Deguang talks with Guinean President's special envoy » [张德广与几总统特使会谈], *Renmin Ribao*, 24 mai 1996 ; « Rencontre du Ministre Yang Jiechi avec le Président et le Premier Ministre guinéens », Forum on China-Africa Cooperation, 21 février 2011.

<sup>9</sup> « 'China is an opportunity for Africa' – an interview with Guinean President Alpha Condé », *China Daily*, 27 novembre 2015.

<sup>10</sup> Wei Huang, « Moving forward hand-in-hand on the road of common development », *op. cit.*

Development Bank (CDB / 国家开发银行), rattaché à la Commission mixte économique et commerciale Chine-Guinée (中国—几内亚经贸混委会). Ce comité, qui regroupe des représentants du président guinéen et de ministères clés, a renforcé un peu plus l'accès des officiels chinois aux autorités guinéennes. En effet, s'il existait déjà des canaux privilégiés pour les autorités chinoises du temps de Sékou Touré – selon le premier ambassadeur de Chine en Guinée HAN Kehua (韩克华), le chef d'État guinéen lui réservait toujours une place à ses côtés lors de grands événements<sup>11</sup> –, il semble que ce phénomène se soit accentué avec Condé. L'ambassadeur chinois actuel Huang Wei (黄巍) a ainsi très fréquemment rencontré le président ou ses ministres, en particulier le ministre des Affaires étrangères, avec lequel il s'est entretenu à neuf reprises de janvier à août 2021<sup>12</sup>. Les délégations d'entrepreneurs chinois ont également bénéficié d'un accès direct à Condé, aussi bien en Guinée qu'en Chine lors des déplacements de l'ancien président.

Alpha Condé a en outre activement contribué à alimenter les échanges de haut niveau entre les deux pays. Entre 2016 et 2018, il a effectué trois visites d'État en Chine, dont une de dix jours. En revanche, il n'y a eu aucune visite d'un président ou d'un Premier ministre chinois depuis 1982. Lorsque le président Xi Jinping (习近平) a effectué sa tournée africaine en juillet 2018, il a préféré se rendre au Sénégal plutôt qu'en Guinée, ce malgré l'insistance d'Alpha Condé. Ce décalage ne reflète pas pour autant un désintérêt politique du régime chinois vis-à-vis de Conakry. En 2016, les deux pays ont élevé leur relation au rang de « partenariat global de coopération stratégique »<sup>13</sup>. La Guinée a intégré l'initiative des « nouvelles routes de la soie » (一带一路) en septembre 2018, moins de deux mois après la visite manquée de Xi Jinping. Enfin, Pékin a soutenu tacitement Alpha Condé lors de sa réélection en 2020, malgré un processus électoral controversé<sup>14</sup>.

## **1.2. Accroître la dépendance à travers l'aide au développement**

Au-delà des liens politiques, l'expansion de la Chine en Guinée s'est effectuée à travers l'aide au développement de la Chine – devenue premier bailleur de la Guinée (34 % de la dette extérieure et 20 % de la dette publique fin 2020), devant la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international (FMI)<sup>15</sup>.

---

<sup>11</sup> « Han Kehua », Baïke.

<sup>12</sup> Calcul effectué par l'auteur à partir des données publiées sur le site de l'Ambassade de Chine en Guinée.

<sup>13</sup> « Xi Jinping Holds Talks with President Alpha Condé of Guinea and the Two Heads of State Decide to Establish China-Guinea Comprehensive Strategic Partnership of Cooperation », PRC Ministry of Foreign Affairs, 2 novembre 2016.

<sup>14</sup> « Ambassador Huang Wei to Guinea conveys the congratulatory message of President Xi Jinping to Guinean President Condé » [驻几内亚大使黄巍向几总统孔戴转交习近平主席贺电], Ambassade de Chine en Guinée, 10 novembre 2020.

<sup>15</sup> « Bulletin statistique de la dette publique – Deuxième trimestre 2020 », Ministère de l'Économie et des Finances de la République de Guinée.

En 1960, les deux pays ont signé un premier accord de coopération économique et technique, qui a donné lieu à plus de 68 millions USD de subventions chinoises<sup>16</sup>. Cet accord a ensuite ouvert la voie à une longue série d'accords de financements (prêts commerciaux, prêts sans intérêt, prêts en marchandises, etc.)<sup>17</sup>. Les deux gouvernements auraient signé 18 accords de coopération économique, technique, commerciale et de prêt entre 1960 et 1985<sup>18</sup>, puis 25 accords dans les années 2000 pour un montant d'aide chinoise estimé à plus de 460 millions USD, selon les données collectées par AidData<sup>19</sup>. Durant cette période, la Chine a également annulé à deux reprises l'encours de dette de la Guinée (74,8 millions USD en 2001 et 45 millions USD en 2006)<sup>20</sup>.

Sous l'administration Condé, les financements chinois n'ont pas cessé, bien au contraire. En plus de multiples subventions et accords de coopération bilatérale, les deux gouvernements ont signé, lors d'une visite d'Alpha Condé à Pékin en 2017, un accord de prêts de 20 milliards USD sur vingt ans, dit « Accord-cadre de coopération sino-guinéenne ressources contre prêts » (中几资源换贷款战略合作)<sup>21</sup>. Cet accord, qui représente deux fois le PIB de la Guinée<sup>22</sup>, est basé sur le « modèle Angola », selon lequel les prêts pour infrastructures – construites par des entreprises chinoises – sont remboursés à travers des exportations de matières premières.

Fort de cette diplomatie économique, Pékin a permis aux entreprises chinoises de pénétrer des pans entiers de l'économie guinéenne. Dès les années 1960, les premiers accords bilatéraux conduisent des entreprises chinoises à investir dans le secteur de l'énergie hydraulique, très porteur dans un pays décrit comme « le château d'eau de l'Afrique »<sup>23</sup>. Plus de 240 employés chinois du 11th Hydropower Bureau (水电十一局又), filiale de la China Power Construction (中国电建), ont participé à la construction du barrage de Kinkon, achevé en 1966 et présenté comme le premier projet hydro-électrique de la Chine à l'étranger<sup>24</sup>. En 1974, China Power Construction a construit le barrage de Tinkisso, financé par l'État chinois<sup>25</sup>. De même, China International Water & Electric Co. Ltd (中国水利电力对外有限公司) a érigé le barrage de Kaléta, achevé en 2015 et financé à 75 % par la China Export-Import Bank (中国

---

<sup>16</sup> Sékou Falil Doumbouya, Ibrahima Sambégou Gassama, « Les relations entre la Guinée et la Chine : commerce, investissement et aide », African Economic Research Consortium, 2008.

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> Nankouman Keita, « 60 années de coopération sino-guinéennes. Quels sont les acquis ? », *Chine Magazine*, 8 mai 2019.

<sup>19</sup> « Global Chinese Development Finance Dataset », AidData, 2021.

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> « China provides Guinea with \$20 billion loan in exchange for bauxite mining rights » [中国向几内亚提供 200 亿美元贷款 换取铝土矿矿权], *Sina Finance*, 8 septembre 2017.

<sup>22</sup> « Guinea's bauxite boom is helping China but failing locals », *The Economist*, 3 novembre 2018.

<sup>23</sup> « Guinea's largest hydropower station completed, 'West African Water Tower' becomes West African Electric Tower » [几内亚最大水电站竣工 “西非水塔” 变西非电塔], *Xinhua*, 10 octobre 2015.

<sup>24</sup> « La première centrale hydroélectrique à sortir dans les années 1960 a créé le 'projet de modèle de monnaie' en Guinée » [上世纪 60 年代最早走出去的水电人，造就几内亚 “货币图案工程” --中国水力发电工程学会], China Society for Hydropower Engineering, 4 juin 2021.

<sup>25</sup> « Global Chinese Development Finance Dataset ».

进出口银行), puis la centrale hydro-électrique de Souapiti en 2020<sup>26</sup>. Récemment, c'est Sinohydro (中国水电) qui a entamé la construction du barrage de Koukoutamba, dont le montant total de 812 millions USD est couvert par des prêts de la China Exim Bank<sup>27</sup>.

Outre le secteur de l'énergie, le gouvernement chinois a poussé ses entreprises, *via* dons et prêts, à renforcer leur présence dans des secteurs stratégiques. C'est le cas par exemple du géant des télécoms Huawei (华为), qui a été chargé de mettre en place en 2006 un programme d'e-gouvernement, à la suite d'une subvention de 9 millions USD de Pékin<sup>28</sup>. Plus récemment, Huawei a installé un réseau de câbles de fibre optique pour un montant de 238 millions USD, financé par la China Exim Bank<sup>29</sup>. Des entreprises d'État chinoises ont également mené des projets plus symboliques, principalement destinés à s'attirer les faveurs des élites guinéennes, comme le Palais du Peuple (1967), le palais présidentiel Sékhoutou-réya (1988) ou encore la Maison de la Radio-Télévision Guinéenne (2006).

Si l'aide au développement a permis de soutenir les activités d'entreprises chinoises, elle a également contribué à renforcer l'image de la Chine et l'a aidée à tisser des liens étroits avec le pouvoir guinéen, ce quelle que soit l'administration en place. Sous Sékou Touré, lors d'une réception avec l'Association d'amitié Chine-Afrique (中非友协) en 1967, le chargé d'affaires de l'ambassade de Guinée en Chine remercie ainsi « *le peuple chinois pour son aide sincère, amicale, désintéressée et sans réserve au peuple guinéen sous la direction de la pensée de Mao Zedong* » qui « *incarne les principes de l'internationalisme prolétarien* »<sup>30</sup>. De même, sous Alpha Condé, peu de temps après la construction du barrage de Kaléta, le président guinéen a déclaré, en 2015, que « *la Chine est une opportunité pour l'Afrique* »<sup>31</sup>. La même année, la Banque centrale de Guinée a produit des billets de 20 000 francs à l'effigie du barrage de Kaléta – un « *symbole de l'amitié Chine-Guinée* » selon les médias chinois, qui voient là-aussi le reflet de l'influence de l'entreprise d'État en charge du projet, China Three Gorges Corporation (中国三峡集团)<sup>32</sup>.

Plus important encore, la conjonction entre financements chinois, liens politiques étroits entre les deux pays et une bonne image de la Chine auprès du pouvoir guinéen a progressi-

---

<sup>26</sup> « Prime Minister of Guinea and President of The Gambia visit Suapiti Water Conservancy Hub Project [几内亚总理和冈比亚总统视察苏阿皮蒂水利枢纽项目], Center for African Studies of Shanghai Normal University, 14 juin 2021.

<sup>27</sup> Emmanuel Atcha, « Guinée : le chinois Sinohydro mènera les travaux d'aménagement du barrage de Koukoutamba », *La Tribune*, 27 février 2019.

<sup>28</sup> « Huawei va planter les 'graines' pour le développement de TIC de Guinée », [www.africaguinee.com](http://www.africaguinee.com), 20 février 2019.

<sup>29</sup> « Huawei begins work on US\$238m fibre-optic network », *The Economist Intelligence Unit*, 11 août 2015.

<sup>30</sup> « China-Africa Friendship Association held a reception to celebrate Guinea's National Day » [中非友协举行招待会庆祝几内亚国庆], *Renmin Ribao*, 30 septembre 1967.

<sup>31</sup> « 'China is an opportunity for Africa' - an interview with Guinean President Alpha Condé », *op. cit.*

<sup>32</sup> « The pride of China Hydropower, the symbol of China-Guinea friendship — Written when the image of the Kaileta Hydropower Station built by the Three Gorges Corporation was on the Guinean currency » [中国水电骄傲 中几友谊象征 ——写在三峡集团承建的凯乐塔水电站形象登上几内亚货币之际], *Sanxia Xiaowei (WeChat)*, 19 mai 2015.

vement confiné la Guinée au seul choix chinois. Selon l'ambassadeur de France en Guinée, auditionné au Sénat en juin 2021, la Chine est désormais en situation de quasi-monopole dans le secteur des infrastructures<sup>33</sup>. Elle l'est également de plus en plus dans l'exploitation minière, un secteur stratégique à la fois pour l'économie guinéenne et le régime chinois.

## 2. Bauxite et minerai de fer : nerfs de la guerre d'influence chinoise en Guinée

Décrite comme « *un miracle géologique* »<sup>34</sup>, la République de Guinée possède les plus importantes réserves mondiales de bauxite (25 % du stock), dont elle est le deuxième producteur mondial derrière l'Australie et devant la Chine ou le Brésil. Elle dispose également de trois milliards de tonnes de fer, 700 tonnes d'or, et 30 à 40 millions de tonnes de diamants<sup>35</sup>.

Plusieurs puissances étrangères ont longtemps convoité ces ressources. Cependant, la Chine s'est distinguée ces dernières années par sa mainmise progressive sur la bauxite guinéenne, essentielle pour satisfaire les besoins considérables du pays – premier producteur mondial d'aluminium –, et son positionnement dans le secteur des minerais de fer, très stratégique dans un contexte de dépendance aux minerais australiens et de tensions géopolitiques avec Canberra.

### 2.1. La mainmise progressive de la Chine sur la bauxite guinéenne

La Chine a commencé de véritablement s'intéresser aux ressources minières guinéennes vers la fin des années 2000. Le 11<sup>ème</sup> plan quinquennal (2006-2010) appelle à « *renforcer la gestion des ressources minières* »<sup>36</sup>. Pékin encourage les entreprises chinoises à investir à l'étranger *via* la politique de *going out* pour assurer le développement durable des ressources minières<sup>37</sup>. Et des mesures incitatives sont mises en place. Le ministère des Finances a par exemple adopté, en 2005, des mesures visant à renforcer la gestion de fonds spéciaux dédiés aux risques liés à l'exploration minière à l'étranger<sup>38</sup>. De même, la section écono-

---

<sup>33</sup> « GIA France-Afrique de l'Ouest : Audition en visioconférence de M. Marc FONBAUSTIER, Ambassadeur de France en Guinée », Sénat, 2 juin 2021.

<sup>34</sup> « A Brief Introduction to Guinea's Mining Resources » [几内亚的矿业资源简况], *Huanqiu Shibao*, 18 octobre 2015.

<sup>35</sup> « Guinée – Situation économique et financière », Direction générale du Trésor, 24 août 2021.

<sup>36</sup> « 11<sup>th</sup> Five-Year Plan (2006-2010) for National Economic and Social Development », ESCAP Policy Documents Management.

<sup>37</sup> « Lei Yalin: Current Situation and Countermeasures of my Country's Mineral Resources Security » [雷涯邻：我国矿产资源安全现状与对策], *Sina Finance*, 2 août 2006.

<sup>38</sup> « Notice of the Ministry of Finance on Issuing the Interim Measures for the Management of Special Funds for Risk Exploration of Foreign Mineral Resources » [财政部关于印发《国外矿产资源风险勘查专项资金管理暂行办法》的通知], PRC Ministry of Finance, 31 octobre 2005.

mique de l'Ambassade de Chine en Guinée a publié, en 2007, un rapport d'enquête du secteur minier guinéen pour encourager les investissements dans le pays<sup>39</sup>.

L'intérêt chinois pour la bauxite guinéenne s'est d'abord manifesté à travers les investissements, en 2007 et 2008, de la Compagnie de Développement des Mines Internationales Henan (CDM, 河南国际矿业开发有限公司), dont l'un des quatre actionnaires est la State-owned Assets Supervision and Administration Commission (SASAC) de la province du Henan<sup>40</sup>, et le géant de l'énergie State Power Investment Corporation (SPIC, 国家电力投资集团公司). Peu après l'arrivée de ces deux entreprises d'État dans le pays, la présence minière chinoise s'est accélérée. En 2008, le Secrétaire général du PCC Hu Jintao (胡锦涛) envoie un représentant spécial en Guinée, Xu Shaoshi (徐绍史), alors ministre des Terres et des Ressources<sup>41</sup>. Cette visite aboutit à un « accord d'entente en matière de coopération minière et géologique »<sup>42</sup>, qui va ouvrir la voie à d'autres investissements et à l'important accord-cadre « ressources contre prêts ». C'est en effet quelques mois après la visite du ministre chinois, et sous le régime sanglant du putschiste Dadis Camara, que les premières discussions à propos d'un tel accord ont lieu<sup>43</sup>, sans pouvoir néanmoins aboutir avant 2017.

De 2009 à 2018, selon les données du Bureau national des statistiques, la production d'alumine de la Chine est passée de 23,8 à 70,7 millions de tonnes. En parallèle, la consommation de bauxite a augmenté de 55,9 millions de tonnes à environ 170, soit une augmentation de plus de 200 %<sup>44</sup>. Or, en 2018, la production nationale de bauxite n'est que d'environ 70 millions de tonnes, créant une grande dépendance aux importations de près 60 %, en particulier depuis la Guinée<sup>45</sup>. En 2017, celle-ci est devenue le premier fournisseur de bauxite de la Chine, couvrant 55 % de ses besoins<sup>46</sup>. Cette progression s'explique alors par la nécessité pour Pékin de réorienter ses importations depuis l'Indonésie et la Malaisie vers la Guinée, moins soucieuse des conséquences environnementales. Elle s'inscrit en outre dans un contexte politique favorable, marqué par de multiples échanges de haut niveau et la signature de l'accord « ressources contre prêts » de 2017. Ce dernier prévoit notamment des

---

<sup>39</sup> « Guinea Mining Survey Report » [几内亚矿业调查报告], Economic and Commercial Office in Guinea, 29 juillet 2007.

<sup>40</sup> « Henan International Mining Development Co., Ltd. invested 200 million yuan to set up four companies yesterday to go to Africa to 'purchase' aluminum » [出资 2 亿元组建的河南国际矿业开发有限公司昨日成立四企业抱团去非洲"淘"铝], *Henan Business Daily*, 27 septembre 2007.

<sup>41</sup> « Guinean President Meets with Hu Jintao's Special Envoy and Minister of Land and Resources Xu Shaoshi » [几内亚总统会见胡锦涛特使、国土资源部长徐绍史], Central Government Portal, 3 octobre 2008.

<sup>42</sup> « MoU on Cooperation in the Field of Mining and Geology between the Ministry of Land and Resources of the People's Republic of China and the Ministry of Mines and Geology of the Republic of Guinea » [中华人民共和国国土资源部和几内亚共和国矿业和地质部在矿业和地质领域的合作谅解备忘录], PRC Ministry of Commerce, 18 juillet 2018.

<sup>43</sup> Howard W. French, « China's Second Continent: How a Million Migrants Are Building a New Empire in Africa », 2014.

<sup>44</sup> « Weiqiao Invests in Guinea Bauxite: From Africa to China, How the 11,000-nautical-mile route was connected in four months » [魏桥投资几内亚铝土矿：从非洲到中国，11000 海里航线是怎样在四个月连接起来的], *Economic Observer*, 2 novembre 2019.

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> « A coup in Guinea adds fuel to aluminium's red-hot rally », *The Economist*, 7 septembre 2021.

garanties, *via* des prêts de l'Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) et de la China Exim Bank, pour que la République de Guinée accorde des concessions d'exploitation de bauxite à trois sociétés chinoises : SPIC, Aluminium Corp. of China Ltd. (Chalco) et CDM<sup>47</sup>. Enfin, comme l'indique le tableau 1, un facteur majeur consiste en la multiplication d'acteurs publics et privés à capitaux chinois qui investissent dans les mines de bauxite guinéennes, aidés en cela par l'État chinois et un maillage d'entreprises d'État telles que l'armateur COSCO ou Yantai Port Group (烟台港集团).

**Tableau 1. Principales entreprises minières chinoises dans le secteur de la bauxite en Guinée**

NOM EN CHINOIS	NOM EN ANGLAIS	PRESENCE EN GUINEE DEPUIS
河南国际矿业开发有限公司	Henan International Mining Development Co., Ltd. (CDM)	2007
国家电力投资集团公司	State Power Investment Corporation (SPIC)	2008
中国宏桥集团有限公司	China Hongqiao Group Co., Ltd.	2015
中国铝业集团有限公司	Aluminium Corp. of China Ltd. (Chalco)	2016
淄博润迪铝业公司	Zibo Rundi Aluminium Industry Co., Ltd.	2018
特变电工股份有限公司	TBEA Co. Ltd.	2018

À noter que, parmi ces acteurs, TBEA Co. Ltd. (特变电工) fait figure d'exception dans la mesure où c'est le seul qui n'a pas encore exporté de bauxite vers la Chine, selon les informations disponibles en sources ouvertes. Pour autant, cette entreprise manufacturière de la province autonome du Xinjiang, spécialisée dans la fabrication de panneaux solaires, mérite attention tant par sa stratégie d'implantation en Guinée que par les risques qu'elle représente.

En 2017, TBEA a envoyé une première délégation en Guinée avant d'investir, un an plus tard, 2,89 milliards USD sur la base d'un accord de concession avec l'État guinéen<sup>48</sup>. Cet investissement constitue alors le premier pan d'un mégaprojet estimé à près de 5 milliards USD qui prévoit la réalisation d'une chaîne de production intégrée « bauxite, alumine, aluminium et aluminium profond » *via* la construction d'une mine de bauxite, d'une raffinerie d'alumine, d'infrastructures de transport, dont un port en eau profonde, et d'un barrage hydroélectrique à Amaria<sup>49</sup>. S'il est impossible d'attester de pratiques illicites derrière la signature de cet énorme contrat, force est de constater que TBEA a eu recours à un intermédiaire, la CEO d'Afriressources Plus Hadja Hamide Sako<sup>50</sup>, avant de bénéficier d'un soutien fort du gouver-

<sup>47</sup> Saliou Samb, « China to loan Guinea \$20 billion to secure aluminum ore », Reuters, 6 septembre 2017.

<sup>48</sup> « TBEA plans to invest in the mining of bauxite in Guinea to go out to the public service platform » [特变电工公司计划在几内亚投资开采铝土矿走出去公共服务平台], PRC Ministry of Commerce, 2017 ; « The layout of alumina at home and abroad » [氧化铝的海内外布局], PRC Ministry of Commerce, 15 janvier 2020.

<sup>49</sup> Victor Bérenger, « Guinée : un investissement chinois de 2,89 milliards de dollars dans l'exploitation de la bauxite », *Jeune Afrique*, 3 janvier 2018 ; « TBEA et le gouvernement de Guinée ont signé un accord de concession pour la centrale hydroélectrique d'Amalia » [特变电工与几内亚政府签署阿玛利亚水电站特许经营权协议], Ministry of Commerce, 6 mai 2019.

<sup>50</sup> Hamidé Sako est une femme d'affaires guinéenne, réputée proche du couple Condé et qui avait permis à TBEA de pénétrer le marché guinéen avant que les dirigeants de l'entreprise chinoise ne nouent directement des relations avec l'ancien président guinéen ; pour plus de détails, voir : « A la faveur du coup d'Etat, l'intermédiaire Hamidé Sako se rappelle au bon souvenir du chinois TBEA », *Africa Intelligence*, 15 septembre 2021.

nement guinéen – avec un accès direct au président Alpha Condé – et de mesures fiscales incitatives<sup>51</sup>.

Vu de TBEA, investir en Guinée vise à « *assurer la sécurité d’approvisionnement et la rentabilité de la chaîne industrielle de l’entreprise* » dans un contexte de fortes fluctuations du prix de l’alumine<sup>52</sup>. Cet objectif ne doit pas cependant masquer les risques, en termes de réputation, que représente l’entreprise chinoise auprès de potentiels partenaires en Guinée compte tenu de ses liens avec le Parti communiste chinois et de son implication dans la politique répressive de Pékin au Xinjiang. Le projet de TBEA, estampillé « nouvelles routes de la soie », vise en effet à contribuer à la « *construction de la zone centrale de la ceinture économique du Xinjiang* » (新疆经济带核心区) selon un communiqué officiel<sup>53</sup>. De plus, le président de TBEA, Zhang Xin (张新), est étroitement lié au PCC, comme en témoignent sa fonction de député à l’Assemblée nationale populaire et ses interventions publiques. À plusieurs reprises, il a mis en avant la politique du gouvernement du Xinjiang de « réduction de la pauvreté » (项扶贫)<sup>54</sup>, une formule de la propagande chinoise pour masquer des mesures coercitives à l’encontre des minorités musulmanes du Xinjiang<sup>55</sup>. En 2018, Zhang a par ailleurs déclaré, lors d’une inspection d’officiels du Département de Front Uni (统战部) en Chine, que « *nous [TBEA] avons lancé une série d’activités pour éduquer et guider tous les employés à s’opposer clairement au séparatisme national. Nous insistons sur le maintien de la stabilité comme priorité absolue* »<sup>56</sup>. Enfin, selon un rapport du Helena Kennedy Centre for International Justice, TBEA aurait bénéficié de main-d’œuvre liée aux programmes de travail forcé<sup>57</sup>.

Cependant, c’est sans doute le cas du consortium SMB-Winning, lié, entre autres, à China Hongqiao Group (中国宏桥集团), qui est le plus révélateur des ambitions minières de Pékin en Guinée.

---

<sup>51</sup> « TBEA - 2019 Sixth Extraordinary General Meeting Information » [特变电工股份有限公司 - 2019 年第六次临时股东大会会议资料], TBEA Group, 9 décembre 2019 ; « Announcement on investing in the construction of an alumina project with an annual output of 1 million tons in Guinea » [关于投资建设几内亚年产 100 万吨氧化铝项目的公告], Xinjiang Zhonghe.

<sup>52</sup> *Ibid.*

<sup>53</sup> « Xinjiang TBEA Group Co., Ltd. has obtained the record for the Santou bauxite project in Guinea » [新疆特变电工集团有限公司几内亚桑图铝土矿项目取得备案], Xinjiang Uygur Autonomous Region Development and Reform Commission, 25 novembre 2019.

<sup>54</sup> « Poverty alleviation, people’s congress deputies are in action » [脱贫攻坚，人大代表在行动], Xinjiang Uygur Autonomous Region People’s Congress Standing Committee, 13 août 2020 ; « Documentary of General Secretary Hu Jintao’s inspection in Xinjiang » [胡锦涛总书记在新疆考察纪实], Central Government Portal, 13 septembre 2006.

<sup>55</sup> Ana Swanson, « Nike and Coca-Cola Lobby Against Xinjiang Forced Labor Bill », *The New York Times*, 29 novembre 2020.

<sup>56</sup> « Xu Lejiang led the Second Contact Research Group of the All-China Federation of Industry and Commerce to Xinjiang for research » [徐乐江率全国工商联第二联系调研组赴新疆调研], All-China Federation of Industry and Commerce, 8 juillet 2018.

<sup>57</sup> Laura Murphy, Nyrola Elima, « In Broad Daylight: Uyghur Forced Labour and Global Solar Supply Chains », Sheffield Hallam University Helena Kennedy Centre for International Justice, 2021.

## 2.2. SMB-Winning, véhicule des ambitions minières chinoises

Premier producteur d'aluminium au monde et filiale du géant Shandong Weiqiao Pioneering Group (山东魏桥创业集团), China Hongqiao Group a commencé de pénétrer le marché minier de la Guinée en 2014<sup>58</sup>. Un an plus tard, le groupe chinois dirigé par Zhang Bo (张波) a formé le consortium SMB-Winning (赢联盟), basé à Conakry, selon le modèle « trois pays, quatre parties » (三国四方的)<sup>59</sup>.

**Tableau 2 : Composition et actionariat du consortium SMB-Winning**

NOM	DESCRIPTION	PARTS
Winning International Group (韦立国际集团)	Entreprise singapourienne de transport maritime	40,5 %
China Hongqiao Group	Entreprise chinoise, premier producteur mondial d'aluminium	22,5 %
United Mining Supply (UMS)	Entreprise guinéenne spécialisée dans la logistique terrestre	27 %
Gouvernement de la République de Guinée	n/a	10 %
Yantai Port Group (烟台港集团)	Entreprise d'État affiliée au plus large port de transit de bauxite de Chine	0 % <sup>60</sup>

Peu après la formation du consortium, ce dernier a développé des infrastructures de transport, cruciales au bon déroulement de son vaste projet minier dans la région de Boké. Et pour ce faire, il s'est appuyé en grande partie sur les entreprises d'État chinoises.

Dès 2015, Yantai Port Group a réalisé les premiers terminaux du port fluvial de Boké (voir image ci-après)<sup>61</sup>. C'est ensuite China Railway Construction Corp. (CRCC, 中国铁建), China Railway Rolling Stock Corp. (CRRC, 中国中车) et Ansteel Group (鞍钢集团) qui ont été chargés d'établir une voie de chemin de fer de 84 km destinée à transporter la bauxite de la région de Santou à Dapilon<sup>62</sup>. Inaugurée en juin 2021 en présence d'Alpha Condé et de Wang Baozhong (王宝忠), conseiller économique et commercial de l'Ambassade de Chine en Gui-

<sup>58</sup> « China Hongqiao Signs Memorandum of Understanding on Acquisition of African Bauxite Resources » [中国宏桥就收购非洲铝土矿资源签订谅解备忘录], *World Aluminum Network*, 5 juin 2014.

<sup>59</sup> Cette expression est régulièrement reprise par les médias chinois. L'idée sous-jacente est de projeter l'image d'une structure multinationale comportant des acteurs venant de Chine, Singapour et de Guinée, même si en réalité il s'agit avant tout d'une entreprise chinoise ; pour un exemple dans la presse chinoise, voir : « Chinese enterprises lead the 'three countries and four parties' consortium to promote Guinea's economic and social development » [中国企业主导“三国四方”联合体促几内亚经济社会发展], *Economic Daily*, 30 juillet 2018.

<sup>60</sup> Yantai Port Group n'est pas un actionnaire du consortium et ne dispose dès lors d'aucune part. Il est néanmoins considéré comme partie intégrante du consortium et joue un rôle important lié à ses capacités logistiques.

<sup>61</sup> « Reproducing China's speed: Yantai Port Group's Bocay River Port Terminal in Guinea was completed and loaded » [再现中国速度：烟台港集团承建的几内亚博凯河港码头建成投运装船], Yantai Port (Weibo), 22 juillet 2015.

<sup>62</sup> « The first modern railway in Guinea was opened to traffic by the China Railway Construction Survey, Design and Construction » [几内亚首条现代化铁路通车运营 由中国铁建勘察设计施工], SASAC, 21 juin 2021 ; « CRRC helps the development of Guinea's railway business » [产品服务两手抓 中国中车助力几内亚铁路事业发展], CRRC, 18 juin 2021 ; « Ansteel's rails are laid in Guinea » [鞍钢钢轨铺到几内亚], chinadevelopment.com, 15 juillet 2021.

née<sup>63</sup>, cette ligne a été construite aux normes chinoises, avec des technologies chinoises et des équipements chinois – une première dans le pays<sup>64</sup>.



Vue satellite du port de Dapilon, Boké (source : Google Earth). Sur l'image sont notamment visibles la fin du chemin de fer et les quais de chargement de la bauxite.

En l'espace de quelques années, SMB-Winning a consolidé son emprise sur la bauxite du pays. En 2017, le consortium est devenu le premier exportateur de bauxite de Guinée, avec une capacité annuelle de production d'environ 40 millions de tonnes<sup>65</sup>.

Fort de cette position dominante, SMB-Winning a ensuite investi dans les riches gisements en minerai de fer de Simandou<sup>66</sup>, ce malgré un coût d'exploitation prohibitif – les infrastructures nécessaires étant inexistantes et estimées à 15 milliards USD. Fin 2019, une filiale de SMB-Winning, Winning Consortium Simandou, a ainsi remporté un appel d'offres sur la base d'une proposition à 14 milliards USD pour l'exploitation des blocs 1 et 2 du site ainsi que la construction d'un chemin de fer de 650 km et d'un port en eaux profondes<sup>67</sup>. Cet investissement s'ajoute alors à un projet d'exploitation des blocs 3 et 4 de Simandou mené par le

---

<sup>63</sup> « Blockbuster: Win Alliance Guinea-Saint Railway Opens to Traffic! » [重磅赢联盟几内亚达圣铁路通车], Winning International, 16 juin 2021.

<sup>64</sup> « The first modern railway in Guinea was opened to traffic by the China Railway Construction Survey, Design and Construction », *op. cit.*

<sup>65</sup> « 'L'alliance gagnante' pour parvenir à une situation gagnant-gagnant [“赢联盟” 实现多方共赢] », *Economic Daily*, 30 juillet 2018.

<sup>66</sup> Située dans une région reculée au nord-est de la Guinée, la mine de Simandou est la plus grande réserve inexploitée au monde de minerai de fer. Il contiendrait plus de 8 milliards de tonnes de minerai avec une teneur moyenne de 65 % de fer, parmi les plus élevées qui soient.

<sup>67</sup> « Analysis on the history and development prospect of the Simandou iron ore mine in Guinea » [几内亚西芒杜铁矿权属沿革与开发前景分析], *China Geological Survey*, 25 août 2020.

groupe anglo-australien Rio Tinto (45,05 %), le gouvernement guinéen (15 %) et un consortium d'entreprises d'État chinoises (39,95 %) composé de Chinalco (中铝集团) et de China Baowu (中国宝武)<sup>68</sup>.

Si le succès du consortium s'explique très certainement par son modèle de développement et la mise en place d'infrastructures clés, un facteur déterminant consiste en ses liens avec le régime chinois et le soutien étatique, du côté chinois comme guinéen.

En apparence, SMB-Winning est présenté comme un consortium multinational comptant parmi ses principaux dirigeants l'homme d'affaires franco-guinéen et CEO de United Mining Supply, Fadi Wazni, et Frédéric Bouzigues, directeur général de SMB et conseiller des Français de l'étranger en Guinée et Sierra Leone. Ces derniers sont d'ailleurs présents dans la plupart des activités officielles qui impliquent le consortium avec les autorités guinéennes ou des partenaires extérieurs tels que la société française Alliance Minière Responsable (AMR), détenue en partie par le fondateur de Free Mobile, Xavier Niel, et l'ex-PDG d'Areva, Anne Lauvergeon<sup>69</sup>. Il semblerait toutefois que la présence de ces individus soit avant tout un instrument au service des intérêts de Pékin dans l'exploitation minière.

Car SMB-Winning est en réalité sous emprise chinoise. Les infrastructures sont construites par des entreprises d'État chinoises<sup>70</sup>. Les équipements utilisés pour l'exploitation minière (ciment, acier, engins de chantier, etc.) sont importés depuis la Chine<sup>71</sup>. Derrière le voile multinational, la majorité des parties prenantes du consortium se révèlent être chinoises, et certaines proches du Parti communiste. Outre Yantai Port Group, qui est une entreprise d'État, Hongqiao Group est détenu en partie par des filiales du conglomérat d'État CITIC Group et compte parmi ses principaux dirigeants d'anciens ou actuels députés de l'Assemblée nationale populaire (ANP)<sup>72</sup>. De son côté, Winning International Group, le *leader* du consortium, est certes une société de droit singapourien mais elle est dirigée par le chinois Sun Xiushun (孙修顺), originaire du Shandong. Or ce dernier, d'ailleurs PDG de SMB-Winning, apparaît à la fois comme un relais des intérêts chinois et le symbole du soutien des autorités guinéennes au consortium. L'homme d'affaires est consul honoraire de

---

<sup>68</sup> « Guinea: China's most important source of aluminum and iron » [几内亚：中国最重要的铝、铁来源], Yuanchuan Overseas Research (WeChat), 7 septembre 2021.

<sup>69</sup> « Xavier Niel investit dans une mine en Guinée », *Le Figaro*, 28 janvier 2016 ; « Guinée : la société minière française Alliance Minière Responsable (AMR) conclut une alliance avec la Société Minière de Boké (SMB) », Agence Ecofin, 14 juin 2017.

<sup>70</sup> Christophe Le Bec, « Guinée – Fadi Wazni (SMB-Winning) : 'Au Simandou, le principal défi est logistique' », *Jeune Afrique*, 11 décembre 2019.

<sup>71</sup> « Sing the 'Belt and Road' and cultivate the red hot soil – Panoramic display of China Hongqiao Guinea Bauxite Project » [放歌“一带一路” 耕植红色热土 ——全景展示中国宏桥几内亚铝土矿项目], Winning Group, 4 juin 2018.

<sup>72</sup> Zhang Shiping (张士平), fondateur et ancien dirigeant de Weiqiao Group, décédé en 2019 et connu comme le « roi de l'aluminium » en Chine, a été député à l'ANP à trois reprises et a obtenu le titre de « Membre éminent du parti communiste de la province de Shandong ». Son fils, actuel dirigeant de Hongqiao Group, Zhang Bo, est également représentant à l'ANP.

Guinée à Singapour depuis 2016 et s'est vu attribuer le titre honorifique d'Officier de l'ordre national du mérite par décret du président Condé en 2018<sup>73</sup>.

Par ailleurs, le projet minier de SMB-Winning dans la région de Boké est labellisé « nouvelles routes de la soie », et le gouvernement chinois maintient un certain degré de contrôle sur les investissements du consortium. En 2018, une délégation de la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC, 国家发展和改革委员会), organe sous l'autorité du Conseil des affaires de l'État et responsable de la formulation des politiques de développement économique et social, a inspecté les sites d'exploitation de la SMB et la zone portuaire de Dapilon<sup>74</sup>. Et des diplomates chinois participent quasi systématiquement aux principaux événements du consortium, à l'image de l'ancien ambassadeur de Chine en Guinée, Bian Jianqiang (卞建强), qui s'est rendu au premier chargement de bauxite ou encore au projet d'expansion du port de Boké<sup>75</sup>.

Par ses liens avec le régime chinois et sa pénétration sur le marché minier guinéen, le consortium SMB-Winning est devenu un maillon essentiel dans l'approvisionnement de la Chine en bauxite ainsi qu'un instrument privilégié des ambitions minières et stratégiques de Pékin pour réduire sa dépendance au minerai de fer australien.

Vu de Pékin, les projets miniers de Simandou comportent certes un volet économique mais également une dimension stratégique et sécuritaire<sup>76</sup>. Premier consommateur mondial de minerai de fer, la Chine en a importé plus d'un milliard de tonnes en 2019, dont 60 % en provenance d'Australie<sup>77</sup>. Plus que de pouvoir peser sur le marché volatil du minerai de fer<sup>78</sup>, il s'agit donc de sécuriser et de diversifier la chaîne d'approvisionnement de cette matière première – un objectif clairement exprimé en mai 2021 par le directeur du Bureau de recherche sur les politiques de la NDRC<sup>79</sup>. Il s'agit également de diminuer la dépendance de la Chine aux ressources naturelles australiennes et de faire pression sur Canberra, déjà la cible de mesures économiques coercitives de Pékin dans un contexte de tensions entre les deux pays ces dernières années.

Cette instrumentalisation des ressources naturelles de la Guinée à des fins géopolitiques a toutefois des limites, notamment au vu des risques politiques dans le pays. À l'époque du coup d'État de 2008, la junte au pouvoir avait suspendu les contrats miniers sous prétexte

---

<sup>73</sup> « Our Founder », Winning Group.

<sup>74</sup> « Visite de la Délégation Conduite par les Fonctionnaires de la Commission d'État pour le Développement et la Réforme de la Chine (CEDR) au Consortium SMB Winning », Société Minière de Boké, 23 avril 2018.

<sup>75</sup> « Bian Jianqiang, Chinese Ambassador to Guinea, and President Condé attended the completion ceremony of the Bokay Port Expansion Project of the China Win Alliance Aluminium Project » [驻几内亚大使卞建强与孔戴总统一同出席中国赢联盟铝矿项目博凯港扩建工程竣工仪式], PRC Ministry of Foreign Affairs, 16 octobre 2016.

<sup>76</sup> Richard McGregor, « China's Guinea Mine Is about Security, Not Economics », Lowy Institute, 15 avril 2021.

<sup>77</sup> Bozun Wang, « Australia feels pressure as more natural sources available », *Global Times*, 21 juin 2020.

<sup>78</sup> Sun Yu, Neil Hume, « China looks for more power on iron ore prices », *The Australian Financial Review*, 17 juin 2022.

<sup>79</sup> « NDRC: Make full use of domestic and international markets and two resources to ensure iron ore supply » [国家发改委：充分利用国内国际两个市场两种资源保障铁矿石供给], Xinhua, 18 mai 2021.

de lutte contre la corruption<sup>80</sup>. Quatorze ans plus tard, un tel scénario semble se reproduire pour les projets miniers de Simandou, menacés par une forte pression de la junte et des suspensions à répétition ces derniers mois<sup>81</sup>.

Dans ce contexte délicat, le régime chinois cherche à pérenniser sa stratégie visant à utiliser la Guinée comme levier sur le gouvernement australien. À la suite du coup d'État de septembre 2021, la posture de la diplomatie chinoise contre le *putsch* s'est rapidement muée en une attitude plus conciliante<sup>82</sup>. Outre des rencontres avec des représentants de la junte et un don de 8 millions USD en novembre dernier, les autorités chinoises auraient proposé de financer un nouveau siège du Parlement pour un montant de 40 millions USD<sup>83</sup>. En parallèle, la Chine cherche à sécuriser ses intérêts *via* d'autres initiatives. En juillet 2022 a été créé un grand conglomérat minier, China Mineral Resources Group (中国矿产资源集团), dont les cadres dirigeants sont issus des principales entreprises d'État du secteur (Chinalco, China Baowu, Ansteel, etc.) et de la NDRC<sup>84</sup>. L'Ambassadeur de Chine en Australie a en outre effectué plusieurs visites auprès des principales entreprises minières australiennes, durant lesquelles il a appelé à coopérer dans le domaine des nouvelles énergies et technologies vertes<sup>85</sup>.

Malgré ces efforts, force est de constater que la posture chinoise sur le dossier guinéen suggère une certaine fébrilité de Pékin. Plus encore, elle interroge sur la viabilité de la stratégie mise en place par le pouvoir chinois pour protéger des intérêts de plus en plus vulnérables, en particulier dans le contexte du coup d'État de septembre 2021 et de l'incertitude liée à la politique de la junte vis-à-vis des investissements miniers étrangers.

### 3. Les mécanismes de protection des intérêts chinois en Guinée

En étendant progressivement ses intérêts en Guinée, la Chine s'expose davantage aux risques politiques et sécuritaires dans le pays. L'ancienne colonie française est frontalière d'États instables tels que le Libéria et la Sierra Leone. Elle est en proie à diverses formes de trafics illégaux (arme, drogue, pêche). La corruption est un phénomène endémique, et des cycles de violence de nature politique ou sociale sont fréquents. Cette situation se conjugue à un appareil sécuritaire faible. Les forces de police souffrent de déficits capacitaires et hu-

---

<sup>80</sup> « Guinea Leaders to Control Mining », *Al Jazeera*, 28 décembre 2008.

<sup>81</sup> Guoping Luo, Yingzhe Guo, « Blaming Investors, Guinea Again Suspends Simandou Iron Ore Project », Caixin, 6 juillet 2022.

<sup>82</sup> « Foreign Ministry Spokesperson Zhao Lijian hosted a regular press conference on October 8, 2021 » [2021年10月8日外交部发言人赵立坚主持例行记者会), PRC Ministry of Foreign Affairs, 8 octobre 2021.

<sup>83</sup> « La Chine exprime sa disponibilité à accompagner la transition en Guinée », *Vision Guinée*, 2 mars 2022.

<sup>84</sup> « Mineral Resources New Central Enterprise Group was established! Settled in Xiongan New Area with a registered capital of 20 billion » [矿产资源新央企集团成立！落户雄安新区，注册资金 200 亿), *Securities Times*, 20 juillet 2022.

<sup>85</sup> « Chinese ambassador visits Australian miners, pushes for new-energy cooperation », *Global Times*, 13 juin 2022.

mains<sup>86</sup>, de même que les forces armées, d'ailleurs appelées parfois à jouer un rôle de stabilisation intérieure comme ce fut le cas lors des élections présidentielles de 2020<sup>87</sup>.

Face à ces risques, le pouvoir chinois a cherché à assurer la protection des biens et ressortissants chinois en renforçant la coopération bilatérale avec les forces de l'ordre guinéennes et en sollicitant les services d'entreprises de sécurité privée chinoises. Tout en servant l'impératif de protection des intérêts chinois, cette stratégie constitue un moyen d'amplifier l'influence sécuritaire de Pékin en Afrique de l'Ouest.

### **3.1. Un renforcement de la coopération sécuritaire bilatérale**

Bien souvent, les travaux de recherche, médias et déclarations officielles étrangers se concentrent sur la coopération internationale militaire de la Chine et les activités de l'Armée populaire de libération (APL) en Afrique. Les récentes déclarations d'officiels américains à propos d'une base militaire chinoise présumée en Guinée Équatoriale en est l'exemple<sup>88</sup>.

Un tel focus occulte cependant les activités croissantes en matière de *law enforcement* et de coopération policière entre la Chine et les pays de la région. Or, il s'agit d'un domaine crucial vu de Pékin. Premièrement, c'est un maillon essentiel pour la protection des intérêts chinois, compte tenu des contraintes capacitaires, politiques et légales en matière d'usage de la force à l'étranger – bien que cela change progressivement, comme en témoigne le décret de juin 2022 signé par Xi Jinping promulguant un « Schéma des opérations militaires autres que la guerre » (军队非战争军事行动纲要)<sup>89</sup>. Deuxièmement, la Chine considérant les menaces en matière de sécurité non traditionnelle et traditionnelle comme imbriquées<sup>90</sup>, ces types de coopération servent *in fine* à renforcer l'influence sécuritaire de la Chine, y compris sur des questions plus stratégiques. Enfin, la « sécurité politique » passant avant la sécurité militaire aux yeux du régime chinois, les coopérations policières, l'exportation de technologies de surveillance et la promotion d'un langage commun de sécurité aux normes chinoises sont déterminantes.

Cette importance accordée à la coopération policière est particulièrement visible en Guinée. Alors que la Chine ne dispose pas d'attaché de défense en poste dans le pays et entretient avec lui peu de liens militaires, elle a davantage développé ses relations avec l'appareil sécu-

---

<sup>86</sup> « Diagnostic local de sécurité 2014 », COGINTA, 2014.

<sup>87</sup> *The Military Balance 2021*, International Institute for Strategic Studies, février 2021.

<sup>88</sup> Michael B. Phillips, « China Seeks First Military Base on Africa's Atlantic Coast, U.S. Intelligence Finds », *The Wall Street Journal*, 5 décembre 2021.

<sup>89</sup> Chuanbao Wang, « This outline is an important guide for regulating the conduct of military operations other than war by the military » [这份纲要是规范军队遂行非战争军事行动的重要指南], *China Net*, 20 juin 2022 ; pour plus de détails sur les opérations militaires autres que la guerre, voir « Li Bojun: Legal Guarantee for Our Army's Overseas Non-War Military Operations » [李伯军:我军遂行海外非战争军事行动的法治保障], *Overseas Security Studies*, 21 avril 2022.

<sup>90</sup> « New Asian Security Concept for New Progress in Security Cooperation », PRC Ministry of Foreign Affairs, 21 mai 2014.

ritaire guinéen. Ces dernières années, les autorités chinoises ont fréquemment rencontré les plus hauts responsables de la sécurité du pays, dont le ministre. Durant l'un de ces entretiens, l'Ambassadeur Bian Jianqiang a d'ailleurs affirmé que « *la coopération sécuritaire est un composant important de la coopération Chine-Guinée* »<sup>91</sup>. Ces rencontres se sont généralement accompagnées de donations d'équipements – une façon pour Pékin de renforcer les capacités des forces de l'ordre guinéennes tout en s'attirant les bonnes grâces de l'appareil sécuritaire local. Les différents ambassadeurs chinois en poste ont offert du matériel aux forces de police en 2016<sup>92</sup>, 30 motos à la Direction nationale de la sécurité routière en 2017<sup>93</sup>, ou encore des fournitures de bureau au ministère de la Sécurité en 2021<sup>94</sup>. Les forces armées ont également bénéficié de dons de matériels en 2016 et 2017 incluant engins de chantier, casques, tentes, etc.<sup>95</sup>, de dons d'équipements divers pour une valeur de 16 millions USD en 2019<sup>96</sup>, ou encore de 100 000 doses de vaccin contre la COVID-19 en 2021<sup>97</sup>.

Outre ces donations, la Chine a assuré à plusieurs reprises des formations pour les forces de l'ordre guinéennes, ce semble-t-il dès 2001, date à laquelle une délégation du Département de formation extérieure de l'Université de Défense de l'APL s'est rendue en Guinée<sup>98</sup>. En 2007-2008, des instructeurs chinois ont dispensé une formation de commando de neuf mois au bataillon de commando de Kindia en Guinée, comprenant un entraînement aux armes légères, aux arts martiaux, et au combat à la main et au couteau<sup>99</sup>. Selon Amnesty International, l'unité formée par l'APL, connue sous le nom de « commandos chinois », aurait ensuite utilisé ces compétences pour réprimer les manifestations contre le régime militaire en 2009, tuant 157 personnes et blessant 1 253 civils<sup>100</sup>. En 2018, c'est l'Académie chinoise de police criminelle qui a organisé une formation de près d'un mois à Shenyang, dans le Liao-

---

<sup>91</sup> « Ambassador Bian Jianqiang meets Guinean Security Minister » [驻几内亚大使卞建强会见几安安全部长], Ambassade de la République Populaire de Chine en République de Guinée, 25 janvier 2017 ; voir aussi « Bian Jianqiang, Chinese Ambassador to Guinea, meets with the commander of the Guinean gendarmerie » [驻几内亚大使卞建强会见几内亚宪兵司令], PRC Ministry of Foreign Affairs, 9 janvier 2018.

<sup>92</sup> « Bian Jianqiang, Chinese Ambassador to Guinea, Attends the Handover Ceremony of the Ministry of Security » [驻几内亚大使卞建强出席援几安全部物资交接仪式], PRC Ministry of Foreign Affairs, 19 août 2016.

<sup>93</sup> « Bian Jianqiang, Chinese Ambassador to Guinea, Attends the Handover Ceremony of Chinese Aid to Guinea by the Ministry of Security » [驻几内亚大使卞建强出席中国援几安全部物资交接仪式] ; voir aussi : « *La Chine offre à la police guinéenne 30 motos : RTG du 17 juillet 2017* », 2017, Youtube.

<sup>94</sup> « Ambassador Huang Wei Meets with Guinean Minister of Security and Civil Protection Kamara » [驻几内亚大使黄巍会见几安全和民事保护部长卡马拉], Ambassade de la République Populaire de Chine en République de Guinée, 8 mai 2021.

<sup>95</sup> « Ambassador Bian Jianqiang attended the handover ceremony of the emergency military supplies aided by the Chinese government to Guinea » [驻几内亚大使卞建强出席中国政府援几紧急军事物资交接仪式], Ambassade de la République Populaire de Chine en République de Guinée, 7 mars 2016.

<sup>96</sup> Tom Bayes, « China's growing security role in Africa: view from West Africa, implications for Europe », Konrad-Adenauer-Stiftung, 2020.

<sup>97</sup> « Remerciements », Ministère délégué à la Présidence chargé de la Défense nationale (Facebook), 30 mai 2021.

<sup>98</sup> « Guinean President meets with Chinese People's Liberation Army delegation » [几内亚总统会见中国人民解放军考察团], Xinhua, 18 avril 2001.

<sup>99</sup> « Guinée : 'vous ne voulez pas des militaires, on va vous donner une leçon' », Amnesty International, 24 février 2010.

<sup>100</sup> *Ibid.*

ning, sur la sécurité du personnel politique de haut rang pour une délégation de 25 membres des forces de l'ordre guinéennes conduite par le directeur du bureau de renseignement du ministère de la Sécurité et de la Protection civile<sup>101</sup>.

L'objectif principal de ces efforts est de « *protéger les droits et intérêts légitimes des institutions et du personnel chinois en Guinée* », comme le suggère l'Ambassadeur Huang Wei<sup>102</sup>. Pékin semble en effet s'appuyer sur un « mécanisme de garantie de sécurité » (安全保障机制) établi par l'Ambassade de Chine en Guinée et le ministère de la Sécurité et de la Protection civile pour sécuriser ses intérêts dans le pays<sup>103</sup>. Par exemple, en novembre 2021, les forces de l'ordre guinéennes sont intervenues pour disperser des employés de la société minière CDM-Chine en grève. Les gendarmes et policiers auraient alors utilisé du gaz lacrymogène contre les grévistes avant d'escorter les employés recrutés par la société chinoise pour pallier les déficits de main d'œuvre liés à la grève générale<sup>104</sup>.

Comme indiqué précédemment, la démarche de Pékin vis-à-vis de l'appareil sécuritaire guinéen vise en même temps à étendre l'influence sécuritaire de la Chine dans le pays. Dans un contexte de compétition sino-américaine, il s'agit notamment de se servir de la coopération policière comme une plateforme pour modeler les normes et pratiques des autorités guinéennes. Cette démarche, déjà très répandue dans d'autres pays africains comme l'Afrique du Sud, la Mauritanie ou l'Ouganda<sup>105</sup>, pourrait s'affirmer davantage en Guinée. Depuis plusieurs années, la Chine a en effet de plus en plus recours aux entreprises de sécurité privée chinoises pour protéger ses intérêts mais également développer, sous le radar, son *soft power* dans le pays.

### **3.2. Un recours croissant aux entreprises de sécurité privée chinoises**

Compte tenu des limites capacitaires de l'appareil sécuritaire guinéen, Pékin s'est progressivement tourné vers les entreprises chinoises de sécurité privée (ESP) pour protéger ses intérêts.

---

<sup>101</sup> « In 2018, the opening ceremony of the security training course for senior dignitaries in Guinea was held in our hospital-China Criminal Police Academy [2018 年几内亚高级政要安保培训班开班典礼在我院举行-中国刑事警察学院], China Criminal Police Academy, 8 octobre 2018.

<sup>102</sup> « Ambassador Huang Wei Meets with Guinean Minister of Security and Civil Protection Kamara » [驻几内亚大使黄巍会见几内亚安全和民事保护部长卡马拉], Ambassade de la République Populaire de Chine en République de Guinée, 8 mai 2021.

<sup>103</sup> *Ibid.* Ce « mécanisme de garantie de sécurité » n'est pas expliqué par les Chinois, mais cette expression, utilisée de manière récurrente, désigne probablement une coordination entre les autorités chinoises et les responsables locaux, sur lesquels pèse la charge de protéger les intérêts chinois.

<sup>104</sup> Doura, « CDM-Chine : les forces de sécurité dispersent les grévistes, plusieurs blessés enregistrés », *Mosaïque Guinée*, 2021.

<sup>105</sup> Paul Nantulya, « China's Growing Police and Law Enforcement Cooperation in Africa », *NBR Special Report*, n° 100, juin 2022.

Ce choix repose notamment sur une directive du ministère chinois du Commerce chinois de 2010 selon laquelle « *celui qui envoie [est] celui qui est responsable* » (谁派出, 谁负责)<sup>106</sup>. En d'autres termes, la responsabilité de protéger les travailleurs chinois à l'étranger incombe avant tout aux employeurs. L'utilisation d'ESP est en outre liée aux limites légales et capacitaires de Pékin. Comme l'indique un ambassadeur chinois en poste à l'étranger, « *[la Chine] ne peut pas envoyer des Marines comme les États-Unis [...] l'objectif est de promouvoir les entreprises de sécurité nationales pour fournir des services de sécurité à l'étranger* »<sup>107</sup>. À cela s'ajoutent enfin des considérations politiques et stratégiques, les ESP pouvant servir de relais d'influence pour Pékin<sup>108</sup>.

En Guinée, l'industrie de la sécurité privée s'est développée à partir des années 1990 avant de connaître une forte croissance durant la dernière décennie. En 2018, le pays comptait plus de 400 entreprises enregistrées contre seulement 155 en 2014<sup>109</sup>. Parmi ces sociétés, il y aurait, selon les informations disponibles en sources ouvertes, au moins quatre ESP chinoises<sup>110</sup> :

- JAS (北京京武盾保安服务有限公司),
- SG Guinea Security, filiale de Sinoguard (深港海事安保公司),
- Beijing DeWe Security Services (北京德威保安服务),
- Cross Ocean Security (中海国际安保有限公司).

Toutefois, sur la base des informations disponibles en sources ouvertes, seules deux de ces entreprises semblent avoir des activités dans le pays : DeWe et Cross Ocean Security. La première est l'une des principales ESP chinoises présentes sur le continent africain. Fondée en 2011 par Li Xiaopeng (李晓鹏), un ancien cadre du ministère de la Sécurité publique (公安部)<sup>111</sup>, elle est implantée dans une cinquantaine de pays, dont le Soudan du Sud, le Kenya, Djibouti ou encore la République centrafricaine, et compte en 2019 près de 350 employés chinois en poste à l'étranger<sup>112</sup>. DeWe dispose d'un bureau en Guinée<sup>113</sup>, actif depuis

---

<sup>106</sup> « The Ministry of Commerce and other 7 ministries and commissions jointly issued a notice on the issuance of regulations on the safety management of institutions and personnel of overseas Chinese-funded enterprises » [商务部等 7 部委联合发布关于印发 境外中资企业机构和人员安全管理规定的通知], PRC Ministry of Commerce, 13 octobre 2010.

<sup>107</sup> « Brief Introduction of COSG's Meeting with Ambassador to Cambodia » [COSG 拜会驻柬埔寨大使简况], COSG, 27 mars 2017.

<sup>108</sup> Ben Spevack *et al.*, « Zoned Out », C4ADS, 2021.

<sup>109</sup> « Analyse prospective du secteur de la sécurité privée en Guinée », Observatoire de la gouvernance de la sécurité privée, CECIDE, 2019.

<sup>110</sup> « Appel d'Offres sur les prestations de services de sécurité : Publication des soumissionnaires retenus », Archives du Journal des appels d'offres, 29 juillet 2019.

<sup>111</sup> « Frontier Service Group a accepté d'acquérir DeWe Security Company, deux sociétés chinoises de sécurité à l'étranger ont uni leurs forces [先丰服务集团协议收购德威安保公司, 两家中资海外安保企业强强联合], Xueqiu, 26 septembre 2021.

<sup>112</sup> Helena Legarda, Meia Nouwens, « Guardians of the Belt and Road », MERICS China Monitor, 16 août 2018.

<sup>113</sup> « About us » [关于我们], DeWe Security Service Group.

2015<sup>114</sup>. Cette année-là, l'ESP a déployé des officiers de sécurité chinois pour gérer les services de sécurité auprès notamment de l'ambassade d'Ukraine en Guinée et de la Station Radio de Conakry<sup>115</sup>. La présence de DeWe s'incarne également dans l'hôtel Primus Karoum, géré par le groupe hôtelier chinois Greenland Group (绿地国际酒店管理集团) et appartenant à Li Xiaopeng<sup>116</sup>.

Quant à Cross Ocean Security (COS), elle est une ESP peu connue mais très bien implantée en Guinée, où ses activités constituent un cas d'étude particulièrement éloquent sur le fonctionnement des ESP chinoises à l'étranger et les risques qu'elles peuvent poser pour les pays hôtes.

Fondée en 2018 et dirigée par Tong Shumeng (童书盟) – présidente de Beijing Oriental Baida Investment Co., Ltd. (北京东方百达投资有限公司) et ambassadrice UNICEF<sup>117</sup>, Cross Ocean Security est spécialisée dans la garde et l'escorte armées, le conseil en sécurité, la sécurité de sites à l'étranger, la formation en sécurité publique, l'audit de sécurité de sites, les tests de sécurité confidentiels, etc.<sup>118</sup> En Guinée, ces services sont principalement orientés vers les entreprises d'État chinoises.

Lors du coup d'État de septembre 2021, un officier de sécurité chinois de COS est ainsi intervenu pour escorter deux employés chinois en déplacement d'affaires à Conakry<sup>119</sup>. En dehors de cet incident, des officiers de sécurité ont été déployés pour sécuriser les mines de bauxite de Chalco dans la région du Boffa<sup>120</sup>. D'autres ont assuré la sécurité d'Auxin (北京奥信化工科技发展有限责任公司), une filiale de l'industriel de défense NORINCO spécialisée dans les explosifs civils et l'intégration des services miniers. Dans ce cadre, COS a notamment conduit des formations et des audits de sécurité<sup>121</sup>.

À l'image d'autres ESP chinoises, le personnel chinois de Cross Ocean Security déployé en Guinée est constitué de vétérans de l'Armée populaire de libération et de la Police armée du Peuple (PAP), principale force paramilitaire chinoise. Or, comme l'indique le tableau ci-dessous, ces profils interrogent sur les liens entre COS et l'appareil sécuritaire chinois mais

---

<sup>114</sup> « Directory of Chinese-funded Enterprises in Guinea » [驻几内亚中资企业名录], PRC Ministry of Commerce, 22 septembre 2016.

<sup>115</sup> « Diary of an Overseas Security Officer. The sky in a foreign country: Inspiration from work in Guinea » [海外安全官日记 他乡的天空：几内亚工作感悟], Phoenix International think-tank, 26 septembre 2016.

<sup>116</sup> « Greenland Hotel signed six more brand output management projects » [绿地酒店再签六家品牌输出管理项目], PR-Newswire, 19 septembre 2018.

<sup>117</sup> « Tong Shumeng becomes UNICEF's 'Children's Messenger', dedicated to children's care [童书盟成为联合国儿童基金会“儿童守护使者” 致力儿童关爱], Xinhua, 16 mai 2017.

<sup>118</sup> « Cross Ocean Security » [中海国际安保有限公司], Tianyancha.

<sup>119</sup> « China Shipping International Security Officer successfully transferred two Chinese personnel during the turmoil in Guinea » [中海国际安全官于几内亚动乱中成功转移出两名中方人员], COS (WeChat), 10 septembre 2021.

<sup>120</sup> « Appel d'Offres sur les prestations de services de sécurité : Publication des soumissionnaires retenus », *op. cit.*

<sup>121</sup> « Work together to serve security; walk into the community and create a better future! » [携手共进，服务安全；走进社区，共创未来！], COS (WeChat), 16 avril 2019.

également sur la possibilité que cette ESP puisse servir de *proxy* pour collecter des renseignements au profit de Pékin<sup>122</sup>.

Ces risques politiques et sécuritaires sont d'autant plus élevés que COS a signé en 2019 un accord de coopération stratégique avec une ESP locale, Alliance Security. Dans ce cadre, COS fournit des services de gestion, de formation, de soutien technique de sécurité et de conseil à Alliance Security, tandis que celle-ci fournit des lieux de formation, recrute le personnel, sert d'intermédiaire avec les communautés locales, les militaires et l'administration guinéenne et apporte à COS « *des informations de première main sur la politique, l'économie et la sécurité sociale* »<sup>123</sup>.

**Tableau 3. Profils des employés chinois de Cross Ocean Security déployés en Guinée**

NOM	LIEU D'AFFECTATION	ANTECEDENTS
REN Zhipeng (任智鹏)	Inconnu	Membre de la brigade spéciale du 13 <sup>ème</sup> groupe de l'APL (mission de maintien de la stabilité au Tibet, coordination d'entraînement avec les forces spéciales birmanes dans la province du Yunnan) ; officier de sécurité pour un projet pétrolier en Irak <sup>124</sup>
WEI Kai (魏凯)	Inconnu	Membre du 15 <sup>ème</sup> détachement du corps de la PAP de Pékin ; responsable de la sécurité d'une grande entreprise d'État au Nigeria <sup>125</sup>
HUANG Haihong (黄海红)	Inconnu	Membre des forces spéciales de la force aérienne de l'APL ; chef de sécurité au Kenya et au Nigeria <sup>126</sup>
FU Lihui (付利辉)	Inconnu	Membre du contingent chinois de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (UNIFIL) <sup>127</sup>
DING Rongchun (丁荣春)	Chalco (中国铝业)	Membre du 9 <sup>ème</sup> détachement de la PAP de Pékin <sup>128</sup>
CHEN Peng (陈鹏)	Inconnu	Membre d'une « certaine brigade » de l'APL de la région militaire de Shenyang <sup>129</sup> ; officier de sécurité pour un projet pétrolier au Soudan du Sud <sup>130</sup>
ZHENG Zhiwei (郑志伟)	China Harbor (中国港湾)	Membre du corps de la PAP de Pékin
XU Liang (徐亮)	Chalco (中国铝业)	Membre du 9 <sup>ème</sup> détachement de la PAP
LIU Yasen (刘亚森)	Inconnu	Membre du corps de la PAP du Xinjiang ; officier de sécurité de la branche d'une grande entreprise d'État au Yémen (participation au rapatriement de 30 employés chinois du Yémen) <sup>131</sup>

Les activités de COS en Guinée contribuent en outre à accroître le *soft power* de la Chine en Guinée. Parallèlement à sa mission de sécurité, l'ESP chinoise a contribué à des dons de

<sup>122</sup> Aude Thomas, Vincent Turret, « Les entreprises de services de sécurité et de défense : nouvelles dynamiques et implications pour nos armées », Fondation pour la recherche stratégique, juin 2020.

<sup>123</sup> « Based on the local, focusing on the world! » [立足本地，着眼全球！], COS (WeChat), 16 avril 2019.

<sup>124</sup> « COS retrograde African aid to Guinea project » [中海国际安保逆行非洲驰援赴几内亚项目], COS (WeChat), 5 juin 2020.

<sup>125</sup> *Ibid.*

<sup>126</sup> « Dragon Boat Festival Ankang | COS Overseas Security Officer Huang Haihong went to Guinea to provide security services for Chinese enterprises » [端午安康 | 中海国际安保海外安全官黄海红赴几内亚为中资企业提供安保服务], COS (WeChat), 7 juin 2019.

<sup>127</sup> « L'officier de sécurité à l'étranger de COS se rend à nouveau en Guinée [COS 海外安全官再赴几内亚], WeChat, 13 décembre 2019, <https://archive.ph/PWMV9>.

<sup>128</sup> *Ibid.*

<sup>129</sup> « COS overseas security officer goes to Guinea again » [COS 海外安全官远赴加纳], COS (WeChat), 13 septembre 2019.

<sup>130</sup> *Ibid.*

<sup>131</sup> « COS overseas security officer went to Guinea again » [中海国际安保 COS 海外安全官再赴几内亚], COS (WeChat), 16 août 2019.

produits de première nécessité à la population locale au cours d'une cérémonie organisée par Auxin en 2019, à proximité d'un parc industriel développé par l'entreprise<sup>132</sup>. Signe de son importance, l'événement s'est déroulé en présence de la fondatrice et dirigeante de COS, Tong Shumeng.

Au-delà de l'objectif de communication d'entreprise, une telle opération contribue en réalité aux efforts de Pékin pour renforcer son image dans le pays à l'heure où ses intérêts miniers s'étendent et menacent des communautés locales<sup>133</sup>. Il s'agit aussi de nouer des liens avec les élites guinéennes – un objectif qui semble être atteint – en témoignent les deux rencontres connues entre la direction de COS et l'ambassadeur de Guinée en Chine. Ce dernier aurait d'ailleurs exprimé « *sa profonde gratitude pour la contribution de COS à la communauté locale, aux personnes et aux écoles en Guinée, ainsi qu'à la main-d'œuvre locale* » lors de son dernier entretien dans les locaux de COS à Pékin peu après le coup d'État<sup>134</sup>.

## Conclusion

Longtemps sous-étudiée, la présence chinoise en Guinée a récemment suscité davantage l'attention des médias étrangers, à raison.

Le cas guinéen est emblématique de l'expansion de l'influence chinoise en Afrique, que ce soit en cultivant les élites ou en multipliant l'aide au développement. En Guinée, ces efforts ont très certainement payé. En témoignent le quasi-monopole de la Chine dans le secteur des infrastructures, son emprise croissante sur les affaires minières du pays et l'instrumentalisation des ressources naturelles de ce pays dans la confrontation entre Pékin et Canberra.

Le récit de l'expansion chinoise en Guinée est en même temps celui d'une vulnérabilité croissante de la puissance chinoise. Malgré la confiance du régime chinois en son modèle, des risques politiques, sécuritaires et économiques pèsent sur ses intérêts dans le pays. Et le coup d'État de septembre 2021 comme les suspensions répétées des projets miniers de Simandou n'en sont que les exemples les plus récents.

Dès lors, il convient de prêter une attention accrue aux mécanismes que Pékin met en place pour protéger ses intérêts, à travers la coopération policière ou le recours de plus en plus fréquent aux entreprises de sécurité privée chinoises. Il est également nécessaire de mesurer les conséquences de cette expansion à risque de la Chine dans l'ancienne colonie française, et d'éviter une distorsion du marché guinéen par les acteurs à capitaux chinois, sou-

---

<sup>132</sup> « 'Go in and get in', Aoxin Guinea Company Holds Resident Community Donation Activities » [“走进来、融进去”，奥信几内亚公司举办驻地社区捐赠活动], NORINCO Auxin Development, 4 avril 2019.

<sup>133</sup> Sheridan Prasso, « China's Quest for Iron Ore », *Bloomberg*, 23 juin 2022 ; « 'Quels bénéfices en tirons-nous ?'. Impact de l'exploitation de la bauxite sur les droits humains en Guinée », Human Rights Watch, 4 octobre 2018.

<sup>134</sup> « Guinean ambassador to China visited our company for friendly exchanges » [几内亚驻华大使莅临我司进行友好交流], COS (WeChat), 18 septembre 2021.

tenus par l'appareil d'État chinois ; de veiller aux efforts de Pékin à tous les niveaux – politique, idéologique, économique et sécuritaire – pour devenir un partenaire de choix de Conakry ; et enfin de prévenir les risques que la coopération bilatérale fait peser sur la souveraineté et la sécurité de la Guinée et sur les liens entre Paris et Conakry.

*Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.*